

Débat public pour un stockage de gaz à Pouillon et de conduites d'eau salée jusqu'à la mer.

Comme le dit fort justement la plaquette de présentation : *"...rien n'est encore tranché."*

Introduction.

Nous sommes au bord d'un effondrement de notre société et de notre système économique fondé sur la croissance, un crédit abondant et bon marché, et des projets, déconnectés de cette réalité, subsistent encore (projet LGV, grandes zones commerciales à Mont de Marsan, St Geours, Ondres, Anglet,...).

Projets qui ont été pensés à une période où la croissance et le crédit paraissaient illimités pour les politiques, les investisseurs et les consommateurs..

Tous ces projets risquent de ne jamais voir le jour, faute de financement et faute de clientèle solvable.

Nous avons connu 40 ans de croissance d'un système artificiellement fondé sur le crédit (d'un argent qui n'existait pas: création monétaire, réserve fractionnaire, effet de levier, etc...).

Il y avait des crédits faciles et bons marchés parce qu'il y avait confiance des banques dans les emprunteurs (états, entreprises, collectivités publiques, particuliers) et confiance des banques entre elles, avec l'illusion que la croissance, et les profits étaient illimités.

Un des signes les plus patents maintenant est que les banques au lieu de prêter aux entreprises, dans lesquelles elles n'ont plus confiance, préfèrent placer leur argent dans les banques centrales, malgré des rendements très faibles.

Le projet

Quelle est le coût total de ce projet?

Comment sera financé ce projet?

Par des fonds propres ou des fonds levés auprès des banques?

Comment EDF peut avoir des fonds propres suffisants pour ce projet alors que son capital se déprécie d'année en année(cf la chute permanente de sa valeur en bourse)?

Avec la diminution drastique des prêts des banques aux entreprises(du moins les banques qui vont survivre au krach bancaire et qui ne seront pas nationalisées) quelle est la banque survivante, qui aura satisfait aux critères de "Bâle III" ?

Quelle est cette banque survivante qui va se risquer à prêter, à une entreprise(EDF) dont le capital s'est déprécié de 274 millions d'euros en 2010?

Quelle est cette banque qui va se risquer à prêter pour un projet ne comportant aucune assurance de **rentabilité** sûre et immédiate?

La rentabilité du projet

La plaquette nous présente un graphique montrant l'évolution de la production et de la consommation de gaz naturel entre 1973 et 2008.

Mais ce graphique n'a aucune valeur prédictive pour un futur qui sera un bouleversement radical de notre société voire de notre civilisation.

Nous avons pu déjà constater que, même pendant les périodes précédentes et sans bouleversements radicaux, et ce depuis les années 70, chaque fois qu' EDF s'essayait à prévoir le futur énergétique dans sa spécialité, ses prévisions s'avèraient inexactes. (cf les prévisions de consommation électrique dans les années 80,cf les prévisions du parc électronucléaire français dans les années 70 pour les années 2000: 100 tranches nucléaires).

La production d'électricité.

Un des principal objectif de ce projet est de constituer des réserves de gaz pour, entre autres, produire de l'électricité qui serait injectée dans le réseau.

Il faut avoir en tête que nous ne sommes qu'au début du choc pétrolier,que le choc gazier va suivre avec un décalé de 5 ans, qu'il y a le choc de l'uranium,ancien mais encore étalé par les stocks, et qu'il y a la difficulté à augmenter la production du charbon a cause de son coût. La rareté relative de ces énergies et le coût de plus en plus grand pour les extraire vont avoir une incidence sur le prix de l'énergie électrique qui va considérablement augmenter .

Avec la diminution des revenus des particuliers ,des entreprises et des collectivités publiques, il aura un effet de ciseau avec l'augmentation du prix de l'énergie électrique, ce qui va entraîner une chute brutale de la consommation électrique dans tous les secteurs.

En ce qui concerne les prix on peut constater que les 10 dernières années précédant le début de cette crise, les prix de l'énergie électrique et des carburants ont augmenté de **32% en France!**

Puis après le krach bancaire de Lehman Brother aux USA, la consommation électrique en 2008/2009 en France avait diminué de 1,6 %, dont moins **8,6 %** pour la grande industrie et moins **3 %** pour les PME/PMI.

Quand la France sera vraiment touchée par l'effondrement,ce qui n'est pas encore le cas, la diminution de la consommation électrique sera encore plus marquée, comme aux USA, en Grèce, en Espagne...

Par exemple aux USA 240 000 entreprises ont cessé leur activité ces dernières années et des millions de logements ne sont plus occupés, ou ont été détruits, suite au Krach de l'immobilier...qui va survenir aussi en France

Ainsi en Espagne en 2009/2010 on peut constater que la consommation électrique a baissé de **9 %** sur un an. Certaines communes espagnoles ne peuvent déjà plus payer leurs factures d'électricité et les compagnies procèdent à des coupures. Ne parlons même pas des millions de familles espagnoles et de particuliers devenant insolvables et devant quitter leur logement...

Ainsi après les accidents des centrales nucléaires de Fukushima, le Japon a supprimé **la production de 80%** de son électricité d'origine nucléaire . Ce qui a été rendu possible par la suppression de certaines consommations superflues(diminution de l'éclairage des villes,suppression ou diminution de la climatisation dans les bureaux rendue possible par la suppression de codes de tenues vestimentaires,etc...).

Quand est atteint le plafond des capacités de production électrique, des solutions peuvent être facilement trouvées pour diminuer la consommation électrique et ce sans toucher notablement au niveau de vie.

Ainsi dans **l'Etat de Californie**, grâce à une politique incitative des compagnies productrices auprès des consommateurs, un Californien consomme **deux fois moins d'électricité** que dans les autres états de USA.

Pour justifier son délire nucléaire EDF avait poussé dans les années 70 à l'usage "chaleur" par effet Joule alors que l'utilisation du chauffage électrique (locaux, eau domestique) est une aberration énergétique. Le chauffage électrique dans les logements est d'ailleurs interdit dans certains pays développés.

Ainsi la consommation électrique totale en France se montait en 1997 à **381 TWh**, dont 125 TWh pour l'industrie, 45 TWh pour le **chauffage** des logements, 22 TWh pour le **chauffage** des bureaux, 18 TWh pour le **chauffage** de l'eau chaude des logements, 6 TWh pour le **chauffage** de l'eau chaude des bureaux.

En ce qui concerne la consommation industrielle celle-ci a été dès le début complètement faussée par une politique de subventions d'EDF aux industriels. On pouvait même voir dans les années 80 des subventions supérieures à 100%! On pouvait aussi voir des fours électrique de fonderie qui consommaient quatre fois plus que des fours au gaz...

Dans les années qui viennent, avec toutes les entreprises qui fermeront ou vont diminuer leur activité, on va donc assister à un effondrement de la consommation électrique industrielle qui va s'ajouter à l'effondrement de la consommation de l'électricité résidentielle.

En ce qui concerne la consommation électrique résidentielle des particuliers, la chute sera très marquée, comme dans les autres pays déjà plus touchés par « l'effondrement ».

Déjà les "délestages intelligents" grâce aux "compteurs intelligents"(Linky) qui vont délester chez les particuliers dès qu'il y aura dépassement de consommation vont inciter les particuliers, dont les revenus vont grandement diminuer, à surveiller de très près l'utilisation de leurs chauffages électriques (logements, eau) soit en le rationnant, soit en l'abandonnant.

Aussi les prévisions d'EDF de consommation électrique étant faussées, les prévisions de production électrique par le gaz sont par voie de conséquence, elles aussi, faussées et ce stockage de gaz perdra dans les années qui viennent sa raison d'être. Surtout si EDF ose procéder à une réelle **comptabilité analytique** de ce projet.

La cherté grandissante de cette énergie, comme des autres énergies fossiles, devenant plus rares et plus difficiles à extraire, obligera EDF à réviser drastiquement ses modes de production d'électricité et obligera les usagers à changer leur mode de consommation.

La comptabilité analytique.

Pour qu'il soit opérationnel ce projet nécessitera non seulement des fonds importants mais aussi des dépenses énormes en **énergie** .

Énergie nécessaire pour les forages, énergie pour l'établissement des réseaux jusqu'à l'océan, énergie pour l'aménagement des infrastructures in situ, énergie pour les pompes dans la nappe, énergie pour le refoulement jusqu'à l'océan, énergie pour la remise en état du site en fin d'utilisation quand le pic gazier rendra cette énergie inabordable pour les consommateurs privés ou publics, etc...

Ces questions appellent des réponses claires et précises du pétitionnaire:

A combien se monte la consommation totale en énergie pour la mise en place de ce projet et pour son fonctionnement?

En combien de temps le retour sur investissement et de consommation de cette énergie se fera-t-il?

N'y a-t-il pas des solutions moins coûteuses, plus pérennes et donnant plus d'indépendance énergétique que ce projet?

N'y a-t-il pas possibilité, à moindre coût, de développer les économies d'énergie, d'utiliser l'énergie géothermique dont le sous-sol landais regorge, de développer davantage les énergies dites renouvelables et de favoriser leur décentralisation, etc, etc...?

Aussi en l'absence de comptabilité analytique et tant que le pétitionnaire n'aura pas répondu à ces questions, on ne peut qu'en conclure que ce projet est totalement déconnecté de la réalité économique actuelle et future.

J.P. DUFAU, Les Amis de la Terre Landes